

Écrit par Administrator

Mardi, 02 Octobre 2012 12:08 -

---



Dans un communiqué signé conjointement par les sections régionales de l'Union socialiste des forces populaire, du parti de l'Istiqlal, du Parti de la justice et du développement, du Syndicat national de l'enseignement affilié à la FDT, du Syndicat de l'enseignement affilié à la CDT, de la Fédération nationale des fonctionnaires de l'enseignement, de la Fédération nationale de l'enseignement, de l'UNTM et de l'UGTM, partis politiques et syndicats ont dénoncé le comportement ingrat du ministère de l'Education nationale envers les veuves, orphelins et retraités du secteur de l'éducation suite à la procédure judiciaire engagée contre les familles résidant à Dar El Cadi Ben Rahmoune depuis 50 ans.

Les signataires réitèrent d'une part leur solidarité totale avec les familles, objet de jugements exécutoires favorables au lobby immobilier et touristique dont l'objectif est de faire évacuer les appartements loués auprès de l'administration des biens makhzénien. Ils relèvent d'autre part le scénario dramatique de cette affaire qui a débouché sur un procès sélectif fait à cinq familles par l'Académie régionale de l'éducation et de la formation Marrakech-Tensift-El Haouz. De ce fait, ils ont décidé de battre le pavé ce mardi 2 octobre 2012 à 10h devant le siège de la province d'Essaouira pour demander l'arrêt de l'exécution de ces jugements qu'ils qualifient d'injustes, tout en organisant une journée de solidarité avec les familles le 7 octobre 2012 suivie d'un chantier pour la revalorisation de Dar El Cadi Ben Rahmoune.

Le communiqué appelle également l'opinion publique à faire face au lobby immobilier et hôtelier, tout

[Lire la suite \(Source\) >>](#)

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)